

Service Sécurisation et reconversion des friches

**TRAVAUX DE CONFINEMENT DE DEPOT DE DIB
SITE CHALLENGER A LANTON (33)
REFERENCE PLACE : DA2021000781**

PROCEDURE ADAPTEE AVEC PUBLICITE

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

- A- Règlement de consultation - RC
- B- Acte d'engagement – AE
- C- Cahier des clauses administratives particulières - CCAP
- D- Cahier des clauses techniques particulières – CCTP et PGCSPS
- E- D.Q.E et B.P.U.F
- F- Annexes : AP
Plans et dataroom *(Transmis ultérieurement aux candidats présents à la visite obligatoire).*

**DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES :
Lundi 24 mars 2025 à 14h00**

**Date de visite obligatoire du site : vendredi 21 février 2025 à 11h00
Date limite de confirmation de participation à la visite :
jeudi 20/02/2025 à 18h00**

IMPORTANT : En application des dispositions de l'article R2132-7 du code de la commande publique, les documents requis des candidats (documents relatifs à la candidature et les documents relatifs à l'offre) sont transmis uniquement par voie électronique et les différents échanges et communications en cours de procédure interviennent également par voie électronique.

Aucune offre présentée sous format papier ne pourra être acceptée.

A) Règlement de la consultation

1. Acheteur public

1.1) - Nom et adresse officiels de l'acheteur public :

ADEME, Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie
20, Avenue du Grésillé
BP 90406
49004 ANGERS Cedex 01
Tél : 02 41 20 41 20

Coordonnées du service : Service Sécurisation et reconversion des friches polluées

Rédacteur : Virginie LEMBAYE – 02 41 91 40 43– virginie.lembaye@ademe.fr

Chef de projet : Alexis LUNEL – 05 56 33 80 27 – alexis.lunel@ademe.fr

Les questions relatives à la présente consultation doivent être posées sur la plateforme de dématérialisation des achats de l'Etat, dénommée PLACE, conformément à l'article 3.6 ci-après.

1.2) – Nom et adresse du maître d'œuvre :

EODD ingénieurs conseils
Parc Eunice Newton
213 Cours Victor Hugo
33130 BÈGLES

Contact : Guillaume LACOUR
Mail : g.lacour@eodd.fr

1.3) - Nom et adresse du coordonnateur SPS :

BUREAU ALPES CONTROLES
Bordeaux

Contact : François DEMILLY
Mél : fdemilly@alpes-controles.fr

1.4) - Type d'acheteur public :

Établissement public industriel et commercial régi par les dispositions des articles L. 131-3 à L. 131-7 et R. 131-1 à R. 131-26 du code de l'environnement et soumis aux dispositions du Code de la commande publique.

Le règlement interne des marchés de l'ADEME est disponible sur son site internet.

2. Objet de la consultation – Dispositions générales

2.1) Objet de la consultation

Par son **Arrêté Préfectoral de Travaux d'Office (APTO) du 11 mars 2022 modifié le 09 septembre 2024**, le préfet de Gironde charge l'ADEME, sur l'ancien site CHALLENGER à Lanton (33), de procéder :

- *au confinement sur site de l'ensemble des déchets présentant un risque d'incendie du dépôt SN CHALLENGER, en utilisant les terres de l'ancienne décharge communale de Lanton, à l'issue d'opérations de criblage, permettant de supprimer le risque d'incendie.*

La présente consultation a pour objectif de sélectionner le(s) prestataire(s) chargé(s) de l'exécution des travaux prévus dans le cadre de cet arrêté préfectoral.

2.2) - Type de marché

☒ Marché de travaux

2.3) – Accord-cadre

☒ Non

2.4) - Décomposition en lots

☒ Non - Le marché n'est pas alloté considérant qu'il n'y a qu'un seul objet de travaux et que les prestations à réaliser ne peuvent être séparées.

2.5) - Marché à tranches

☒ Oui

| Tranches | Objet |
|-------------------------------|---|
| Tranche ferme (TF) | Travaux en condition SS4 et en autonomie de matériaux |
| Tranche optionnelle n°1 (TO1) | Fourniture de matériaux inertes |
| Tranche optionnelle n°2 (TO2) | Fourniture de matériaux végétalisables |

2.6) - Lieu principal d'exécution de la prestation

Lieu-dit Bois de l'Eglise à Lanton (33) – parcelles cadastrées n°278, 283, 284, 286, 288, 319, 320, 322 à 327, section C.

2.7) – Durée du marché ou délai d'exécution

La durée du marché (*Tranche Ferme et Tranches Optionnelles n°1 et n°2 comprises - hors périodes de garanties obligatoires*) est de 12 mois à compter de l'OS de démarrage de la phase préparatoire (2 mois maximum de période de préparation + 10 mois maximum de travaux).

2.8) – Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références des dispositions applicables

Les prestations, objet du marché, seront financées par le budget propre de l'ADEME et seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique.

Délai global de paiement de 60 jours à compter de la date de réception des factures.

2.9) – Marchés réservés

☒ Le marché n'est pas réservé.

3. Conditions de la consultation

3.1) Nature de la procédure de consultation suivie

Procédure adaptée, procédure ouverte (articles R2123-1, R2123-4 et R2123-5 du Code de la commande publique).

Dans le cadre de la présente procédure, l'ADEME recourra à la négociation en se réservant toutefois la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Les négociations seront menées avec les soumissionnaires ayant présenté les offres les plus pertinentes.

3.2) Groupements d'entreprises

Le marché pourra être attribué à un soumissionnaire se présentant seul ou en groupement.

Le cas échéant, forme imposée du groupement après attribution : groupement solidaire.

Motif(s) : continuité impérieuse des prestations au regard des enjeux sanitaires et environnementaux et compte tenu des conditions d'intervention contraintes dans le temps.

Les candidats peuvent se présenter pour le marché public dans plusieurs groupements, mais ne peuvent être mandataires que d'un seul groupement. Si une entreprise se présente en tant que mandataire de plusieurs groupements, tous ces groupements seront rejetés d'office de la suite de la consultation.

3.3) Variantes autorisées

a) La présentation de variantes à l'initiative des candidats est-elle autorisée :

☒ Non

b) La présentation de variantes est-elle imposée aux candidats :

☒ Non

3.4) – Prestations supplémentaires éventuelles

a) Prestations supplémentaires éventuelles obligatoires (imposées par le MO)

☒ Non

b) Prestations supplémentaires éventuelles facultatives (proposée par les candidats)

☒ Oui

Toute suggestion permettant d'améliorer la qualité technique de la prestation peut être faite. Elle sera alors présentée distinctement au sein du mémoire technique et sous la forme d'une prestation supplémentaire éventuelle (PSE facultative). A noter que contrairement aux PSE imposées par le maître d'ouvrage, les PSE proposées à l'initiative des candidats n'entrent pas dans le classement des offres. Si à l'issue de ce classement, le candidat retenu propose une ou plusieurs PSE intéressante(s) **et en rapport direct avec l'objet du marché**, le pouvoir adjudicateur peut élargir l'offre initiale de ce candidat en intégrant cette ou ces PSE dans le marché à passer.

Dans ce cas, (PSE facultative), les offres sont classées uniquement à partir de l'offre de base. Le candidat retenu est celui qui arrive premier de ce seul classement. Si ce candidat retenu propose une

ou plusieurs PSE intéressante(s), alors le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de retenir celle(s) qu'il jugera utile(s). Ainsi, aucune PSE facultative n'est considérée dans le classement des offres.

3.5) – Modifications de détail apportées par l'ADEME au dossier de consultation des entreprises

Les pièces du dossier de consultation des entreprises sont définies à l'article 4.1 ci-après.

La personne responsable du marché se réserve le droit d'apporter au plus tard **7 jours** avant la date limite pour la remise des offres, des modifications au dossier de consultation. Ces modifications seront transmises via la plate-forme Place. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet ni prétendre à aucun dédommagement.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3.6) – Renseignements complémentaires sur le dossier de consultation des entreprises

Les demandes d'informations complémentaires seront soumises par écrit sur le profil d'acheteur de l'ADEME associé à la présente consultation et ouvert sur PLACE (Plate-forme des achats de l'Etat) : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Nous vous préconisons de regrouper vos questions au sein d'un même fichier pour faciliter votre utilisation de la fonction Questions de la plateforme.

Ces demandes devront impérativement arriver **au plus tard 12 jours avant la date limite de réception des offres** sous peine de ne pas être traitées.

Les renseignements complémentaires seront envoyés à tous les candidats, via la plate-forme PLACE, au plus tard 7 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres. Il ne sera pas fait état du nom des entreprises ayant posé les questions.

3.7) – Délai pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre (délai de validité des offres)

Le délai de validité des offres est de 6 mois à compter de la date limite de remise des offres.

3.8) – Langue à utiliser dans l'offre ou la demande de participation

Français

3.9) – Visite sur site pour la préparation des offres

☒ Oui.

Une visite unique du site est organisée le 21 février 2025, à 11h00.

Cette visite est obligatoire pour être admis à remettre une offre. Chaque candidat ne pourra réaliser qu'une seule visite.

Les candidats confirmeront leur participation à cette visite par mail en indiquant le **nombre de personnes** représentant le candidat, et leurs **coordonnées** à alexis.lunel@ademe.fr et g.lacour@eodd.fr au plus tard le 20/02/2025 à 18h00.

L'ADEME se réserve le droit de limiter le nombre de représentants de chaque candidat en fonction du nombre de candidatures. Il est donc **obligatoire** de confirmer la participation à la visite en précisant le nombre de personnes prévues à la visite.

Compte tenu de l'état du site et pour assurer leur sécurité, les visiteurs pénétrant sur le site devront impérativement être équipés individuellement d'un **vêtement réfléchissant, d'une paire de chaussures (ou bottes) de sécurité, et d'un casque.**

Les personnes non équipées de ces EPI de base ne seront pas autorisées à pénétrer sur le site.

Le plan d'accès au site est présenté au CCTP.

NB : La participation à la visite sera systématiquement refusée aux candidats n'ayant pas envoyé d'inscription dans le délai.

Chaque candidat signera lors de la (des) visite(s) une fiche de présence mise à disposition par l'ADEME. Cette fiche est fournie au DCE ; **elle doit être pré-remplie et apportée par chaque candidat.**

Objet de la visite :

Cette visite sera l'occasion pour les candidats de comprendre le contexte du site, d'évaluer les contraintes particulières d'accès au site, aux zones de travaux ainsi que les modalités d'intervention à retenir en fonction du contexte particulier de ce site.

3.10) Remise d'échantillons ou de matériels de démonstration

☒ Non

3.11) – Indemnisation

La participation à la présente consultation, quel qu'en soit le résultat, ne donnera pas lieu à indemnisation de la part de l'ADEME.

3.12) – Coordonnées de la consultation

La consultation est dématérialisée sur le profil d'acheteur de l'ADEME sur PLACE (Plate-forme des achats de l'Etat) :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Cette procédure est ouverte et peut être retrouvée par les menus Recherche d'une procédure : utiliser les formulaires de recherche du site en saisissant la référence DA2021000781

En cas de difficultés, nous vous conseillons d'utiliser le guide Utilisateur (<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide>) ou l'Assistance en ligne qui vous guidera dans l'accès à la procédure.

4. Présentation des offres

4.1) – Contenu du dossier de consultation des entreprises (DCE)

Les pièces fournies au titre du dossier de consultation des entreprises sont les suivantes :

- A- Règlement de consultation - RC**
- B- Acte d'engagement et ses annexes– AE**
- C- Cahier des clauses administratives particulières - CCAP**

- D- Cahier des clauses techniques particulières – CCTP et PGCSPS**
- E- BPUF et DQE**
- F- Annexes (AP, plans et dataroom)**

Le dossier de consultation des entreprises relève de la propriété de l'ADEME. L'utilisation du dossier de consultation est exclusivement réservée à la présente consultation. Les candidats auquel le présent marché ne sera pas attribué ne pourront en aucun cas utiliser, dupliquer ou diffuser ce dossier sous quelque forme que ce soit.

4.2) – Contenu du dossier d'offre

Chaque candidat aura à produire un dossier d'offre complet comprenant les pièces suivantes :

PIECES AU TITRE DE LA CANDIDATURE

- a) Une lettre de candidature et, le cas échéant, habilitation du mandataire par ses co-traitants, complétée par le candidat individuel ou, le cas échéant, par tous les membres du groupement
- b) Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L 2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 du Code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
- c) Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant sur les trois derniers exercices disponibles ;
- d) Soit l'attestation en vigueur de certification LNE domaine C de la norme NFX31-620 partie 4, soit l'exposé argumenté démontrant que le candidat maîtrise les travaux dudit domaine selon le référentiel de cette norme (la démonstration devant porter sur les codes C110, C120, C130, C200, C312a, C321a, C321b, C400) ; cette obligation ne porte que pour le mandataire en cas de groupement d'entreprises ;
- e) Les habilitations individuelles en vigueur suivantes pour travaux en conditions amiante SS4, à minima :
 - Au sein de l'entreprise ou du groupement d'entreprises pour la rédaction et le suivi du mode opératoire :
 - 1 encadrant technique (ET),
 - ou cumul de fonction ET+ EC + OP.
 - Sur site pour l'intervention :
 - 1 encadrant de chantier (EC),
 - et le restant formé personnel opérateur de chantier (OP).
- f) Une liste et la description des principales prestations similaires réalisées au cours des 5 dernières années indiquant notamment l'objet, le montant, la date et le destinataire public ou privé, ou une démonstration de la capacité du candidat à réaliser ces prestations ;
- g) Une présentation des moyens humains et matériels dont dispose le candidat ;
- h) En cas de groupement, chaque membre du groupement devra remettre l'ensemble des pièces b) à h) susvisées, sauf :
 - la pièce d) que seul le mandataire doit fournir ;
 - les pièces e) pour les personnels n'intervenant jamais sur les déchets.

Les pièces a) et b) peuvent être fournies au travers d'un formulaire DC1 et les pièces c) au travers d'un formulaire DC2. Ces formulaires sont disponibles sur le site de la DAJ à l'adresse internet suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/commande-publique> .

Le candidat est autorisé à présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen en lieu et place des documents définis ci-dessus. En application de l'article R2143-16 du Code de la commande publique, il est exigé des candidats étrangers une traduction de ce document en français.

PIECES AU TITRE DE L'OFFRE TECHNIQUE ET FINANCIERE

- i) **Un acte d'engagement** complété par le candidat. **La signature de l'acte d'engagement, au stade du dépôt de l'offre n'est pas obligatoire.** Seule l'offre de l'attributaire sera signée au terme de la procédure de passation.
- j) **Un mémoire technique OBLIGATOIREMENT STRUCTURÉ** selon le canevas qui suit :

| Parties | Thématiques | Sous-thématiques à développer, intégrant les moyens humains et matériels dédiés |
|---------|------------------------------------|--|
| A | Santé et sécurité | Analyse des risques S&S spécifiques du chantier et mesures collectives et individuelles prévues. Seront en particulier abordés (et sans que cela soit exhaustif) les enjeux liés à la nature des déchets et leurs risques associés (mode opératoire amiante, poussières...), la coactivité avec CMGO, ... |
| B | Enjeux écologiques | Moyens et solutions apportés par le candidat pour répondre aux prescriptions de l'expertise écologique. |
| C | Travaux | <ul style="list-style-type: none"> • Installations et organisation humaine et matérielle du chantier • Phasage spatial et calendrier détaillé du chantier • Stratégie et méthodes (procédures) d'exécution proposées, moyens déployés et cadences raisonnablement envisagées ; une attention particulière doit être apportée à l'atelier de tri-criblage, à l'enchaînement des tâches et aux conditions de travaux en présence d'amiante |
| D | Suivi qualité des travaux | <ul style="list-style-type: none"> • PAQ, gestion des non-conformités • Programme de contrôles internes et externes, dont les contrôles analytiques sur lots de matériaux • Moyens de suivi de l'avancement des travaux • Moyens et solutions apportés par le candidat pour assurer une haute qualité environnementale du chantier (déchets, odeurs, poussières, envols, eaux, effluents, bruits, vibrations, utilisation rationnelle de l'énergie et des consommables, ...) et les finitions de propreté avant réception. |
| E | Moyens humains et organisationnels | <ul style="list-style-type: none"> • Compétences des personnes associées au projet • Organisation de l'équipe et rôles respectifs des personnes associées |

- k) **La liste des sous-traitants** que l'entreprise envisage de proposer à l'accord de l'ADEME. Cette liste devra figurer dans la proposition des prestations sous-traitées et toutes les informations utiles devront être données pour justifier de leur qualification et de leur garantie ; le candidat fournira à l'appui un formulaire DC4 dûment rempli (formulaire DC4 disponible sur le site de la DAJ à l'adresse internet suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/commande-publique>). Il est rappelé qu'aucun sous-traitant ne sera autorisé à pénétrer ni a fortiori intervenir sur site sans acceptation préalable de l'ADEME.
- l) **Une proposition financière détaillée** correspondant à la réalisation des prestations décrites dans le mémoire technique. Cette proposition financière :
- respectera impérativement le cadre de décomposition des prix fourni dans le présent dossier de consultation (BPUF et DQE) : en particulier, **toute offre dont les quantités définies dans le détail quantitatif estimatif seraient modifiées, sera déclarée non-conforme.**
 - présentera **obligatoirement les SOUS-DETAILS DE PRIX pour chaque poste de travaux.** Ces sous-détails devront détailler à minima :
 - les cadences retenues ; ces cadences devront être conformes à celles présentées dans le mémoire technique et devront être raisonnablement réalistes ;
 - le rappel des quantités prévues au DQE ;
 - les dépenses et frais de main d'œuvre, de fournitures, de sous-traitance, ... en détaillant les quantités et les prix unitaires ;
 - les frais de chantier et frais de structure : encadrement, laboratoire amortissement, études, frais financiers, ... ;
 - les coefficients et marges.

Les candidats veilleront à répondre scrupuleusement au dossier de consultation en joignant les documents exigés.

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'ADEME dans le délai fixé pour la remise des offres.

5. Conditions de remise des offres

5.1 Dispositions générales concernant la transmission par voie électronique

Conformément aux dispositions de l'article R2132-7 du Code de la commande publique, les offres sont remises **par voie électronique** à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> en précisant la référence de la consultation dans les formulaires de recherche.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Tout pli parvenu après la date et l'heure limite de dépôt sera considéré comme hors délai. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. La date et l'heure limites de réception des plis électroniques sont indiquées en première page du présent document.

Si une offre est envoyée plusieurs fois, le dernier envoi annule et remplace, le(s) précédent(s) si celui-ci est parvenu avant la date et heure limites de remise des offres. Une même proposition ne peut être envoyée pour partie sur support papier et pour partie sur support électronique.

5.1.1 Présentation des dossiers et format des fichiers

a) Format des fichiers

Les fichiers seront non verrouillés et les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .docx, .xls, .xlsx, .ppt, .pptx, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image .jpg, .png et de documents html. Ces fichiers pourront être intégrés à une archive de fichiers telles que .zip ou .rar.

A noter que la décomposition de l'offre financière sera obligatoirement jointe au format xls.

Le soumissionnaire ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- formats exécutables, .exe, .com, .scr, etc. ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts, etc.

b) Noms des fichiers

Il est recommandé d'éviter les caractères spéciaux tels que (liste non exhaustive) :

, / \ ° : * ? < > ()

et de privilégier les caractères alphanumériques et l'underscore.

Afin de faciliter l'extraction des documents contenus dans un zip, il est également recommandé de limiter le nombre de caractères dans le nom du fichier zippé.

c) Lisibilité

Dans l'hypothèse où les soumissionnaires prévoient d'insérer dans leur pli des documents scannés, ils doivent veiller à les scanner avec une définition suffisante pour garantir leur lisibilité.

5.1.2 Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés.

Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limites est considérée comme hors délai.

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre. L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que seule la bonne fin de la transmission complète du dossier génère l'accusé de dépôt de pli électronique qui doit intervenir avant la date et l'heure limites, fixée dans la présente consultation.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme empêchant la remise des plis dans les délais fixés par la consultation, la date et l'heure de remise des offres peuvent être modifiées.

5.1.3 La boîte aux lettres du candidat (BAL)

Le candidat vérifiera également que les alertes de la plate-forme ne sont pas filtrées par le dispositif anti spam de l'entreprise ou redirigés vers les « courriers indésirables »

5.2 Plate-forme de dématérialisation utilisée par le pouvoir adjudicateur

Le candidat devra se référer aux pré-requis techniques et aux conditions générales d'utilisation disponibles sur le site www.marches-publics.gouv.fr pour toute action sur ledit site. Un manuel d'utilisation est également disponible sur ce site (<https://www.marches-publics.gouv.fr/index.php5?page=entreprise.EntrepriseGuide>) ainsi qu'une assistance technique à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAide>

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le soin particulier qu'ils doivent apporter, lors du dépôt électronique de leur offre, à leur identification sur le profil d'acheteur. En particulier, le renseignement d'une adresse électronique opérante est nécessaire au déroulement de la procédure.

5.3 Copie de sauvegarde

Les candidats sont autorisés à transmettre par voie postale ou contre récépissé une copie de sauvegarde sur support physique électronique (clé USB, CD-ROM) ou sur support papier.

L'ensemble des documents de candidature et d'offre tels que prévus à l'article 4.2 susvisé doit être fourni.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « **copie de sauvegarde – TRAVAUX DE CONFINEMENT DE DEPOT DE DIB - SITE CHALLENGER A LANTON (33) – nom ou dénomination du soumissionnaire** » et doit être **transmise avant la date et heure limites de réception des plis indiquées en page 1 du présent document.**

Le pli comportant la copie de sauvegarde doit être :

- Soit déposé contre récépissé à l'adresse suivante :

ADEME
Service Sécurisation et reconversion des friches polluées
20, avenue du Grésillé
BP 90406
49004 ANGERS Cedex 01 FRANCE

du lundi au vendredi (sauf les jours fériés)
de 9h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00

- Soit envoyé à la même adresse par lettre/colis recommandé avec avis de réception.

Rappel des dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde :

La copie de sauvegarde, arrivée dans les délais, est ouverte :

1° Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;

2° Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

5.4 Anti-virus

Le candidat s'assurera avant la constitution de son pli que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. Tout fichier constitutif de l'offre du candidat devra être traité préalablement à son envoi par un anti-virus. La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et le candidat en sera averti grâce aux renseignements saisis lors de son identification.

6. Jugement des offres

Les critères retenus pour l'analyse des candidatures sont les suivants :

- Capacités techniques, professionnelles et financières.

Le marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres sont les suivants :

Critère n° 1 : prix des prestations (40 %)

La note critère n°1 (note sur 10) sera calculée de la façon suivante :

| |
|--|
| Note critère n°1 = (Montant de l'offre la plus basse X 10) / Offre analysée |
|--|

Critère n° 2 : valeur technique de l'offre (60 %)

Celle-ci sera appréciée selon la qualité des réponses apportées aux demandes exprimées dans le cahier des charges par le **mémoire technique** du candidat, en fonction des éléments d'appréciation de l'offre, décomposés en **5 éléments d'appréciations (A, B, C, D, E)** de l'offre **tels que présentés ci-dessous et détaillés § 4.2 ci-avant** :

| Éléments d'appréciations | | Sous-thématiques à développer, intégrant les moyens humains et matériels dédiés | Notation | Pondération |
|--------------------------|------------------------------------|--|----------|-------------|
| A | Santé et sécurité | Analyse des risques S&S spécifiques du chantier et mesures collectives et individuelles prévues. Seront en particulier abordés (et sans que cela soit exhaustif) les enjeux liés à la nature des déchets et leurs risques associés (mode opératoire amiante, poussières...), la coactivité avec CMGO, ... | 0 à 10 | 15% |
| B | Enjeux écologiques | Moyens et solutions apportés par le candidat pour répondre aux prescriptions de l'expertise écologique. | 0 à 10 | 15% |
| C | Travaux | Installations et organisation humaine et matérielle du chantier Phasage spatial et calendaire détaillé du chantier Stratégie et méthodes (procédures) d'exécution proposées, moyens déployés et cadences raisonnablement envisagées ; une attention particulière doit être apportée à l'atelier de tri-criblage, à l'enchaînement des tâches et aux conditions de travaux en présence d'amiante | 0 à 10 | 35% |
| D | Suivi qualité des travaux | PAQ, gestion des non-conformités Programme de contrôles internes et externes, dont les contrôles analytiques sur lots de matériaux Moyens de suivi de l'avancement des travaux Moyens et solutions apportés par le candidat pour assurer une haute qualité environnementale du chantier (déchets, odeurs, poussières, envols, eaux, effluents, bruits, vibrations, utilisation rationnelle de l'énergie et des consommables, ...) et les finitions de propreté avant réception. | 0 à 10 | 25% |
| E | Moyens humains et organisationnels | Compétences des personnes associées au projet Organisation de l'équipe et rôles respectifs des personnes associées | 0 à 10 | 10% |

Chacun des critères techniques (éléments d'appréciations) retenus dans le tableau ci-dessus sera noté sur 10 points :

- Exceptionnel : 9 - 10
- Très bon : 7 - 8
- Bon : 5 - 6
- Moyen : 3 - 4
- Médiocre : 1 - 2
- Insuffisant : 0

Si, sur l'ensemble des sous-critères, un a été jugé insuffisant (noté 0) ou deux ont été jugés médiocres et ont obtenu chacun une note \leq à 2 points, l'offre sera éliminée pour la suite de l'analyse.

La note critère n°2 sera calculée de la façon suivante :

Note critère n°2 = (A x 15%) + (B x 15%) + (C x 35%) + (D x 25%) + (E x 10%) avec l'appréciation de 0 à 10 pour A à E

Classement des offres :

Le classement des offres se fera ensuite par addition des 2 notes obtenues après application des coefficients pour chaque critère.

La note finale = note critère n°1 x 0,4 + note critère n° 2 x 0,6

A l'issue d'une première analyse, les entreprises seront classées par ordre décroissant de valeur en fonction de la note finale obtenue.

A ce stade, une phase de négociation se tiendra avec les candidats ayant proposé les offres les plus pertinentes et mieux classées ; le nombre de candidats qui sera invité à négocier n'est pas défini et est laissé au libre arbitre de l'ADEME sur la base de sa première analyse.

Cette phase de négociation se déroulera en présentiel, dans les locaux de l'ADEME à Bordeaux. Chaque candidat invité à négocier recevra un ordre du jour et disposera du même temps et des mêmes conditions de négociations que les autres.

A l'issue de cet échange en présentiel, les candidats auditionnés seront invités à remettre une offre finale qui sera analysée selon les mêmes critères, sous-critères et grille de notation initiaux.

L'offre finale la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise l'ensemble des justificatifs et documents mentionnés au paragraphe 7 ci-après.

En cas de discordance constatée dans l'offre d'un candidat entre les prix unitaires qui figurent dans le DQE et ceux qui figurent au BPUF, les indications portées sur ce dernier document prévaudront et le montant du DQE sera rectifié en conséquence. Si ce DQE comporte des erreurs de multiplication, d'addition ou de report, elles seront également rectifiées.

Pour le jugement de la consultation le montant de l'offre qui figure à l'Acte d'Engagement sera aligné sur le montant du DQE rectifié comme indiqué ci-dessus.

Les candidats seront informés par courriel du résultat de la consultation, via la plate-forme PLACE.

7. REMISE PAR L'ATTRIBUTAIRE PRESSENTI DES DOCUMENTS ET PIÈCES MENTIONNÉES AUX ARTICLES R 2143-6 à R2143-10 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Le candidat retenu devra remettre dans un délai de 10 jours calendaires, à compter de la demande de l'ADEME (le délai commençant à courir à compter de la réception par le candidat retenu de cette demande) l'ensemble des documents et pièces énumérés aux articles R 2143-6 à R 2143-10 du Code de la commande publique.

Il est exigé du candidat retenu qu'il joigne une traduction en français des documents et pièces rédigés dans une autre langue, remis en application des dispositions des articles R 2143-6 à R 2143-10 du Code de la commande publique.

En application des dispositions de l'article R2144-7 du Code de la commande publique, si le candidat retenu ne peut pas produire les pièces requises dans le délai précité, sa candidature est déclarée irrecevable et il est éliminé.

Le candidat attributaire déposera ses attestations sur la plateforme en ligne sécurisée mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

Il pourra toutefois, les adresser à l'ADEME, mais il devra privilégier le dépôt sur la plateforme e-Attestations.

Si l'attribution a lieu l'année suivant celle pendant laquelle le candidat attributaire a remis l'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle, celle-ci sera à remettre dans le même délai.

Le marché créé à l'issue de cette consultation, transmis via la messagerie sécurisée de PLACE, donnera impérativement lieu à une signature électronique par les 2 parties. La signature devra être formalisée à l'aide d'un certificat électronique qualifié.